

Domaine Public

1 8 3 8

Edition PDF
du 21 septembre 2009

Les articles mis en ligne
depuis DP 1837
du 14 septembre 2009

**Analyses,
commentaires
et informations sur
l'actualité suisse.**

Depuis 1963, un
point de vue de
gauche, réformiste
et indépendant.

En continu, avec
liens et réactions, sur
domainepublic.ch

Dans ce numéro

La Bourse et l'Etat

Quelle est la contrepartie de la garantie d'Etat
accordée aux banques?
(André Gavillet)

Paquet conjoncturel: tant pis pour les chômeurs?

Le Conseil national refuse d'aider
les victimes de la crise
(Albert Tille)

Le message pollué des Académies suisses des sciences

Le livre blanc sur le futur du système éducatif
part d'une bonne intention mais rate sa cible
(Jean-Daniel Delley)

Presse écrite: annonce mortuaire prématurée

La survie des quotidiens passe par la qualité.
Exemples européens
(Jean-Daniel Delley)

La Bourse et l'Etat

Quelle est la contrepartie de la garantie d'Etat accordée aux banques?

André Gavillet (21 septembre 2009)

A l'heure de grande écoute, avant le *Journal* de 13h, France Inter nous renseigne sur l'évolution de la Bourse comme elle le fait pour les prévisions de la météo. Pourtant, l'auditeur moyen ne consulte pas les cours pour savoir s'il doit prendre un parapluie avant de sortir. Mais, par cette programmation, on donne à la Bourse une importance apparente de première nécessité.

Si, nonobstant, on s'intéresse aux variations des indices boursiers, on ne peut qu'être frappé par le caractère codé de ce jeu. Un rien, une déclaration anodine du président de la Fed ou de la BCE, une statistique américaine, le baromètre du moral des entrepreneurs, tout est bon pour expliquer une tendance haussière ou baissière, comme si dans ce monde-là tout influençait tout, systémiquement. Plusieurs jours de bonne tenue sont suivis, selon le code, d'une baisse légère qui correspond à une prise de bénéfice. Les bons résultats d'une société sont souvent, paradoxalement, accueillis par une baisse de ses actions, car les pronostiqueurs avaient anticipé un exercice encore meilleur.

Certes, tout n'est pas codé. Tout ne se joue pas à la Bourse, mais ce qui frappe, c'est le volume brassé chaque jour, sans rapport par son ampleur avec la fonction première des banques qui est de mettre à disposition du développement les capitaux qu'elles ont rassemblés.

Et surtout la tenue, la bonne tenue de l'action dicte souvent la stratégie de l'entreprise au lieu d'en être simplement le reflet. De Gaulle disait que la politique de la France ne se faisait pas à la corbeille. Mais à cette corbeille se fait une partie de la politique des entreprises.

Court terme

Le rythme de l'économie réelle est lent. Il demeure à l'échelle temporelle humaine: le temps de la recherche, le temps du projet, le temps de l'exécution, le temps de la commercialisation. La Bourse joue avec le temps, comme un record à battre. Les premiers télégraphes rendirent possibles des coups boursiers. Balzac, déjà, en fit une transcription romanesque. Aujourd'hui les ordinateurs les plus puissants «gagnent» encore du temps. Le même objet peut, instantanément, donner lieu à de multiples transactions. Il y a déconnexion du réel. Cette déréalisation facilite les coups spéculatifs. D'où la nécessité de remettre un peu de plomb, de viscosité, de sable (toutes ces images ont été utilisées) dans les rouages.

Taxes

Des correctifs ont été proposés. Trois pistes devraient pouvoir être explorées.

La première concerne l'activité des banques. Elle est soumise à la loi, elle fait l'objet de contrôles, elle doit obéir à des exigences, par exemple sur les fonds propres. Rien n'empêcherait qu'une de ces

exigences légales soit l'interdiction de se livrer à des opérations de *trading*, de spéculation, sans rapport avec la gestion de la trésorerie de l'établissement. La crise financière a révélé que les banques jouissaient de fait d'une garantie d'Etat. Cette garantie a un prix: une surveillance accrue et un cahier revu et augmenté des obligations à respecter.

Deuxième piste, le contrôle des matières premières. On voit se multiplier, souvent organisés par des grandes banques, des fonds dont le but est de participer spéculativement au commerce des matières premières et produits de base, tirés du sol et du sous-sol, utilisables et consommables après transformation, cotés dans une ou plusieurs bourses *ad hoc*. Cette activité devrait être soumise à contrôle et au respect d'un code de conduite.

Troisième piste. L'introduction d'une taxe, soit sur les transactions financières, taxe Tobin, soit – ce qui est techniquement plus simple – sur la vente d'actions. La taxe est prélevée de la même manière que la banque prélève une commission. En ce domaine, les places boursières et les banques sont suffisamment organisées et surveillées pour que cette mesure puisse être appliquée efficacement.

Une condition première est toutefois posée: que s'affirme une volonté politique à l'échelle nationale et internationale. Pour l'instant, elle balbutie.

Paquet conjoncturel: tant pis pour les chômeurs?

Le Conseil national refuse d'aider les victimes de la crise

Albert Tille (18 septembre 2009)

Le Conseil des Etats campe sur ses positions. Fort d'une majorité PDC-PS-Verts, il soutient dans son intégralité le troisième paquet conjoncturel. Il s'oppose au Conseil national où une coalition UDC-PLR a eu raison de l'aide aux chômeurs proposée par le gouvernement. C'est non au perfectionnement des jeunes chômeurs, non au prolongement du nombre des indemnités, et non à l'engagement des chômeurs en fin de droit dans des organisations sans but lucratif. Le Conseil fédéral proposait de consacrer 400 millions à son troisième paquet. Après avoir pris des mesures pour soutenir l'activité économique, il envisageait, logiquement, d'aider les victimes de la crise. Le bloc de droite n'a consenti qu'à une dépense de 65 millions pour permettre aux entreprises de prolonger la durée du chômage partiel.

Premier argument pour diviser la dépense par six: éviter

l'endettement de l'Etat. La crise ne semble donc pas assez grave, puisqu'on refuse d'épuiser les possibilités offertes par le rigoureux frein aux dépenses. Passons sur cette sempiternelle idéologie des intégristes de la rigueur budgétaire. Le deuxième argument du refus du programme gouvernemental est plus inattendu: les mesures proposées sont inefficaces. Cette rhétorique est insoutenable. Il était possible de s'interroger de bonne foi sur l'efficacité des mesures contenues dans les deux premiers paquets conjoncturels, et notamment sur les effets de la relance intérieure, pour les industries exportatrices prioritairement touchées par la crise. Mais comment affirmer, pour démolir le troisième paquet, qu'il est inefficace d'offrir les moyens de vivre décemment aux personnes écartées du marché du travail par la crise? Comment juger inefficace

l'occupation de jeunes chômeurs par une formation complémentaire plutôt que d'attendre un premier emploi? Quelle est l'efficacité de faire sombrer les chômeurs de longue durée dans une inactivité dévastatrice plutôt que de leur donner l'occasion d'être utiles au sein d'une organisation sans but lucratif?

L'efficacité pour le bloc UDC-PLR ne se conçoit que dans le fonctionnement de l'économie marchande. L'activité caritative qui se substitue aux carences du marché n'est pas digne d'offrir des emplois. Selon Christophe Darbellay, le PLR a massivement refusé le troisième paquet pour s'assurer le soutien de l'UDC dans l'élection de Didier Burkhalter. Si cette explication politicienne est exacte, on peut espérer que, rassurés par le succès de leur candidat, quelques députés du PLR rejoignent les partisans d'une aide aux victimes de la crise.

Le message pollué des Académies suisses des sciences

Le livre blanc sur le futur du système éducatif part d'une bonne intention mais rate sa cible

Jean-Daniel Delley (15 septembre 2009)

En publiant un livre blanc sur le futur du système éducatif helvétique, les Académies suisses des sciences veulent sans doute frapper un grand coup. L'esquisse de ce que pourrait être ce système à l'horizon 2030 en comparaison

de la situation actuelle doit ouvrir un vaste débat et, le cas échéant, faire démarrer un processus de réforme. Mais la maladresse des académiciens risque bien de conduire à l'enterrement de leurs propositions.

En postulant la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans et en fixant un objectif de 70% de diplômés universitaires d'ici 2030, les Académies ont suscité l'ire des organisations patronales et syndicales, comme des professionnels de la

formation. Ce genre d'objectif n'a guère de sens et ne peut que contribuer à abaisser les exigences.

A l'évidence la Suisse peut faire mieux qu'aujourd'hui – 28% seulement d'une classe d'âge disposent d'une formation supérieure. Mais, plutôt que de fixer arbitrairement un pourcentage, il s'agit de permettre à toutes celles et ceux qui en ont les compétences d'accéder à des études supérieures. En Suisse, nous sommes encore loin du compte puisque certains cantons n'hésitent pas à limiter les effectifs de la filière gymnasiale par mesure d'économie. Une offensive en faveur de la formation doit même commencer par le niveau primaire, là où déjà les inégalités sociales se traduisent en inégalité des chances de formation.

En taxant d'obsolète la formation professionnelle en entreprise et en préconisant l'école obligatoire jusqu'à 18 ans, les Académies privilégient le savoir cognitif et négligent les compétences pratiques et relationnelles, peu valorisées par l'institution scolaire. Rudolf Strahm (*Tages-Anzeiger* du 9 septembre) rappelle que la Finlande, si elle dispose d'un système éducatif performant, comme l'ont montré les études PISA, affiche un taux de chômage des jeunes de 27%. En Suède, qui elle aussi ignore l'apprentissage en entreprise et peut se targuer d'un taux de maturité de 75%, le chômage des jeunes atteint 30% contre 4,6 en Suisse!

Cette maladresse tactique a occulté le reste du rapport. Dommage, car au-delà la langue de bois et d'une traduction inélégante, l'analyse du système actuel de formation

sonne juste en pointant le particularisme scolaire et la lourdeur des mécanismes de décision, tout comme le formalisme des conditions d'accès aux différents niveaux de formation.

L'amélioration du système de formation ne passe ni par l'extension de la scolarité obligatoire ni par des objectifs chiffrés ambitieux. C'est à une multiplication des voies d'accès au savoir et au développement de la formation continue qu'il faut s'attacher. De manière à valoriser toutes les compétences et non seulement celles dispensées par le système scolaire. Quant aux réformes institutionnelles proposées par les Académies – en particulier la création d'un département fédéral de la formation –, leur évidente nécessité se heurtera à moyen terme à la défense des prés carrés cantonaux.

Presse écrite: annonce mortuaire prématurée

La survie des quotidiens passe par la qualité. Exemples européens

Jean-Daniel Delley (18 septembre 2009)

La presse quotidienne est à la peine. Baisse des recettes publicitaires, et érosion du lectorat ont conduit à une réduction des effectifs qui, à terme ne peut que nuire à la qualité des journaux. Les nouvelles générations nées avec l'Internet s'informent sur la Toile. Et radio, télévision et mobile transmettent plus rapidement les dernières nouvelles. Le journal papier est-il condamné? A coup sûr s'il ne sait pas se positionner dans ce large spectre de médias.

Das Magazin présente trois quotidiens qui ont su se démarquer des médias électroniques et qui connaissent un succès d'audience impressionnant. *Informação* à Lisbonne, *nrc.text* à Rotterdam et *Svenska Dagbladet* à Stockholm manifestent une robuste santé dans le paysage désolé de la presse écrite. Le premier, créé il y a trois mois seulement, vend chaque jour 48'000 exemplaires, le deuxième a enregistré près de 80'000 nouveaux

abonnements depuis trois ans et demi, alors que le troisième a attiré 52'000 nouveaux lecteurs au premier semestre 2009, soit une progression de 10%.

La clé du succès de ces trois quotidiens? Offrir une plus-value par rapport aux autres sources d'informations que consulte la génération Internet. Les nouvelles d'hier, celles que la TV, la radio et l'Internet ont déjà transmises n'ont plus place dans ces publications. Ou alors sous forme d'un résumé

télégraphique. Par contre on y trouve des reportages, des enquêtes et des analyses mis en page en format tabloïd et illustrés avec soin. Les

rubriques traditionnelles – politique, économie, culture – ont disparu au profit de thèmes transversaux. Pour le rédacteur en chef d'*Informação*,

l'intelligence des lecteurs est fonction de celle des textes qu'on leur propose.
